

La Lettre

N°24 • Avril 2012



Trois
questions à
M. Jean-Louis
CHAUSSADE,
Directeur Général
SUEZ ENVIRONNEMENT

de service, avec des objectifs d'efficacité des réseaux et des traitements plus complexes, tout en renforçant la préservation de la ressource et des écosystèmes. Un dialogue approfondi avec nos parties prenantes nous a également conduit à proposer une gouvernance rénovée de la gestion de l'eau: le « contrat pour la santé de l'eau».

Comment fixez-vous vos objectifs environnementaux?

Nous répondons aux besoins de nos clients en les aidant à poursuivre leur développement dans un monde où les ressources sont finies, et où il faut apporter des solutions pour répondre aux enjeux de croissance démographique, d'urbanisation, d'adaptations aux effets du changement climatique, d'érosion de la biodiversité,...Nous avons défini en 2008 quatre priorités et douze engagements majeurs dont six environnementaux et, chaque année, nous rendons compte de notre performance. Nous avons développé en parallèle un engagement commercial de performance environnementale pour nos clients, Edelway.

A quoi correspond pour vous le thème de « l'économie verte » retenu par l'ONU pour la prochaine convention sur le développement durable « Rio+20 »?

Nous sommes convaincus que nos métiers sont au cœur de la transition vers une économie plus respectueuse des ressources, plus responsable et plus solidaire. L'accès à l'eau, à l'assainissement, le traitement des déchets sont en effet essentiels et préalables à tout développement. Nous avons un rôle à jouer. Comment? En proposant chaque jour à nos clients, qu'ils soient collectivités, particuliers ou industriels, notre expertise et des solutions innovantes. Que ce soit pour économiser la ressource en eau, préserver les milieux naturels, protéger la biodiversité, transformer les déchets en matières et en énergie. Ou encore pour favoriser l'insertion, développer l'accès aux services essentiels, comme l'eau, renouveler le dialogue avec les parties prenantes ou partager nos savoir-faire. Ce sont autant de thèmes qui sont à l'ordre du jour de Rio+20.

Dans le domaine de l'eau, comment évolue votre business model ?

Nos clients et les utilisateurs finaux de nos services attendent une gestion plus intégrée, dans une perspective de « grand cycle » de l'eau. Ceci nous a conduit à inclure la protection de l'environnement et de la ressource dans notre offre et à proposer des ressources alternatives en eau lorsque c'est nécessaire (réutilisation des eaux régénérées, dessalement d'eau de mer, eaux pluviales,...). S'agissant de la gestion de la demande en eau, l'installation de compteurs à télérelève permet à nos clients de mieux gérer leurs consommations. Notre business model évolue donc vers la valorisation de la qualité

édito

Avril, le printemps de l'eau

Après un hiver plutôt sec, l'eau est à l'honneur dans ce numéro: d'abord par la présence de Jean-Louis Chaussade, de Suez Environnement, ci-dessus, mais aussi par celle de Frank Garnier, dont l'entreprise sert de pilote au groupe Bayer en matière de politique de l'eau.

La publication « Vers une gestion responsable de l'eau » faite avec Deloitte a été largement présentée durant le Forum Mondial de l'Eau ; elle montre que l'eau est devenue un thème d'innovation et que les membres d'EpE progressent tant dans leurs pratiques que dans leur communication, plus rigoureuse et plus transparente.

La question ouverte quant à elle porte sur les leçons à tirer du Forum Mondial de l'Eau dans la perspective de Rio 2012, notamment sur le rôle des entreprises dans l'économie verte.

> Claire Tutenuit, Délégué Général



Trois
questions à
M. Frank
GARNIER,
Président
du groupe
BAYER FRANCE

Quels grands défis environnementaux avez-vous choisi de relever ? Quelles actions vous semblent prioritaires ?

Les métiers de Bayer contribuent à répondre aux besoins croissants de la population en termes de production de matières premières (alimentation, fibres) et de santé (vieillissement et contrôle des naissances). L'entreprise a mis en place de nombreux programmes d'innovation pour réduire la consommation énergétique de ses procédés et développé des solutions novatrices locales comme la création de services de santé spécifiques ou dans notre métier agricole, des outils d'aide à la décision pour les agriculteurs. Pour favoriser cette innovation, nous tentons de combiner la pratique collaborative universités-entreprises qui existe en Allemagne avec la très grande créativité des laboratoires de recherche français.

Dans les faits, cette innovation conduitelle à des changements de business model ?

Effectivement, nous substituons à la vente de produits, lorsque c'est possible, un service rendu à nos clients. Ceci permet de maîtriser l'ensemble du cycle de vie et d'assurer un meilleur usage des produits. Même notre approche de l'innovation a changé : dans notre branche Agro, 80 % environ des investissements de développement de nouvelles matières actives visent à réduire les impacts sur les sols et l'eau. La toxicité au gramme de matière active et les doses de produits recommandées ont nettement diminué. Là aussi, le service d'aide à l'usage de ces produits se développe rapidement.

L'un de vos axes d'innovation vous amène à développer des agents de biocontrôle ; pouvez-vous nous préciser ce dont il s'agit ?

Les agents de biocontrôle sont notamment des bactéries ou des champignons qui permettent d'avoir des effets complémentaires aux molécules que nous développons pour le contrôle des maladies ou des ravageurs qui affectent la bonne santé des plantes et le rendement des cultures. D'autres pistes de recherche, actuellement en cours, nous permettront par ailleurs de stimuler les défenses naturelles des plantes ou d'augmenter leur capacité à fixer l'azote de l'air.

Le Forum de l'eau, un modèle pour Rio 2012?



Le Forum Mondial de l'Eau de Marseille en mars a donné un avant-goût de ce que pourrait être le Sommet de Rio : plus encore que les Sommets de la Terre de Rio 1992 et de Johannesburg en 2002, il s'est orienté davantage vers la satisfaction des besoins humains en eau de qualité que vers la préservation de l'environnement.

Les besoins humains sont énormes et croissent avec la démographie : même si certains objectifs du Millénaire sont atteints, dont celui sur l'approvisionnement en eau, il reste 780 millions de personnes sans accès à l'eau courante ; les besoins en investisse-

ment restent énormes et réduisent l'effort parallèle pour l'environnement.

L'éradication de la pauvreté dans les pays émergents, la sortie de crise et la lutte contre la précarité énergétique dans les pays développés, priorités évidentes, risquent ainsi de faire passer au second plan les enjeux environnementaux, qui sont pourtant à terme encore plus critiques pour l'humanité. La préservation de l'environnement est finalement celui des Objectifs du Millénaire pour le Développement qui a le moins progressé : les émissions de gaz à effet de serre se sont accélérées, de même que l'érosion de la biodiversité. Comment inverser ces tendances ?

Pour répondre à cette question, le Forum Mondial de l'Eau de Marseille donne aussi une piste en montrant le rôle utile de l'économie: le prix de l'eau permet de professionnaliser le service, d'introduire l'assainissement, de mieux hiérarchiser les usages, de sortir la population d'une situation où faire bouillir l'eau est la seule alternative aux maladies. Marseille a montré le succès de modes de gouvernance qui reposent sur un modèle économique privé-public.

L'étude récemment publiée par EpE et Deloitte montre de même que les entreprises responsables savent participer à la gouvernance collective de l'eau à la fois comme acteurs, comme fournisseurs de solutions techniques et organisationnelles et comme utilisateurs de la ressource. Elles sont prêtes à transposer ces savoir-faire aux enjeux des émissions de GES et à la biodiversité en même temps qu'elles contribuent à la prospérité.

L'enjeu de Rio pourrait être de montrer et faire accepter que les défis du climat et des écosystèmes peuvent être relevés en parallèle de l'éradication de la pauvreté, grâce à des outils économiques adaptés, assortis d'une gouvernance qui les fasse accepter. L'accès à des énergies décarbonées est par exemple aujourd'hui techniquement possible, de même que s'est avéré possible l'approvisionnement en eau d'un milliard de personnes en 10 ans. Le généraliser dans tous les pays est une question de gouvernance et d'économie, de mobilisation de technologies et de financements. Les entreprises sont prêtes à jouer leur rôle dans tous ces domaines, y compris en participant au nécessaire dialogue privé-public.

Claire Tutenuit Délégué Général

Dialogues

Climat-Energie

Le CITEPA a organisé le 29 mars en collaboration avec l'ATEE une journée destinée à répondre aux questions que soulève le décret d'application de l'article 75 de la loi Grenelle II sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre. EpE y est intervenue pour témoigner de la diversité des expériences des grandes entreprises.

A l'occasion de l'Assemblée Générale du Pacte Mondial France, EpE a animé un atelier sur l'efficacité énergétique dans les bureaux.

Eau

L'étude Deloitte-EpE « L'entreprise et l'eau : vers une gestion responsable » a été présentée au public au 6ème Forum Mondial de l'Eau et lors d'un petit déjeuner de lancement qui s'est tenu chez Deloitte le 15 mars dernier. Elle est disponible en ligne sur www.epe-asso.org/publ/etude-eau.

Développement Durable

Les réalisations pour l'environnement de plusieurs membres d'EpE, Air Liquide, BNPParibas, Saint-Gobain, Total et la Fondation Total, ont été primées lors de la remise des Prix du Mécénat d'entreprise pour le développement durable. Vous trouverez les détails de ces projets sur www.mecenat.developpement-durable. gouv.fr

Rio 2012

EpE est intervenue le 3 avril lors du Forum « Rio+20 : un nouveau souffle pour une transition économique ? » organisé par le **Club France Rio+20** dont il est partenaire. Ce forum était dédié à la préparation de la conférence Rio+20 de juin prochain.

Du côté du WBCSD

Le WBCSD a lancé son outil de formation à la biodiversité intitulé Business Ecosystems Training (BET). Tous les éléments nécessaires pour assurer cette formation de 2 jours sont disponibles sur www.wbcsd.org/bet.aspx.

Les membres d'EpE

AIR FRANCE • AIR LIQUIDE • ARCELORMITTAL
• AXA • BASF FRANCE • BAYER FRANCE •
BECITIZEN • BNP PARIBAS • CAISSE
DES DEPOTS • CIMENTS CALCIA •
COCA-COLA ENTREPRISE • DELOITTE • EADS •
ECONOMIE D'ENERGIE • EDF • ERM FRANCE •
GOF SUEZ • LA POSTE • LAFARGE • MARSH •
MICHELIN • MOBIVIA • PRIMAGAZ • PSA • RENAULT •
REXEL • RTE FRANCE • SAINT-GOBAIN
• SANOFI • SCHNEIDER ELECTRIC
• SECHE ENVIRONNEMENT • SEQUANA •
SIA CONSEIL • SNCF • SOCIETE GENERALE
• SOLVAY • SUEZ ENVIRONNEMENT • TOTAL
• VALLOUREC • VEOLIA ENVIRONNEMENT •



La Lettre d'EpE N°24 - Avril 2012

Retrouvez cette lettre et tous les travaux d'EpE sur www.epe-asso.org
Directeur de la publication : Claire TUTENUIT
Périodicité : lettre trimestrielle, ISSN : 1779-2339
50, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS
Tél : +33 1 49 70 98 50 - Fax : +33 1 49 70 02 50
Abonnement - désabonnement : lalettre@epe-asso.org